



Arrêté n° 3 en date du 01/02/2023

prescrivant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivantes et L 153-45 et suivants ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le Code de l'Environnement ;
VU le plan local d'urbanisme approuvé le 30 octobre 2017,

CONSIDÉRANT que le 8 février 2020, les agglomérations Grand Chambéry et Grand Lac et la Communauté de Communes Cœur de Savoie (dont Cruet est membre) ont approuvé la révision de leur SCoT, avec lequel le PLU de Cruet doit se mettre en compatibilité, ce qui nécessite quelques modifications du règlement du PLU ;

CONSIDÉRANT que, par ailleurs, la mise en application du PLU depuis 5 ans a mis en évidence certaines difficultés d'application et la nécessité de quelques évolutions mineures, qui tout en respectant le PADD permettront de faciliter l'application du règlement ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi, il s'avère nécessaire d'apporter des adaptations du PLU, afin de permettre :

- le renforcement des prescriptions en matière de gestion de l'énergie d'une part et des eaux pluviales d'autre part, pour assurer la mise en compatibilité avec le SCoT révisé,
- la rectification d'une erreur matérielle portant sur l'emprise de la zone d'activité, dans le respect du PPRI,
- de compléter la liste des bâtiments agricoles pouvant être autorisés à changer de destination, afin de favoriser la pérennité du bâti,
- la modification de la rédaction des règles relatives à l'aspect des constructions, dans toutes les zones, afin de lever une ambiguïté et de faciliter une application homogène du règlement,
- la modification d'un emplacement réservé suite à l'évolution du projet concerné,
- la modification mineure de l'OAP du Chaney, afin de faciliter la mise en œuvre d'un projet de qualité.

CONSIDÉRANT que ces modifications n'ont pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance, à l'exception toutefois de la modification de l'emprise de la zone d'activité qui correspond à la rectification d'une erreur matérielle, dans le respect du PPRI,

CONSIDÉRANT en conséquence, que ces modifications n'entrent pas dans le champ d'application de la procédure de modification ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'a pas pour effet de majorer de plus de 20% les possibilités de construire, ni de les diminuer, ou de réduire une surface urbaine ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que cette modification entre dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée ;

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée est menée à l'initiative du maire ;

CONSIDÉRANT que la procédure de modification doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme

CONSIDÉRANT, en outre, qu'une évaluation environnementale n'est pas obligatoire et qu'une auto-évaluation sera réalisée avant, le cas échéant, saisine de l'autorité environnementale ;

CONSIDÉRANT enfin que la procédure de modification simplifiée nécessite une mise à disposition du public, dont les modalités seront définies par délibération du Conseil municipal ;

Monsieur le Maire de la Commune de Cruet :

ARRÊTE

Article 1 : Il est décidé d'engager la procédure de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Cruet

Article 2 : Le projet de modification porte sur :

- le renforcement des prescriptions en matière de gestion de l'énergie d'une part et des eaux pluviales d'autre part, pour assurer la mise en compatibilité avec le SCoT révisé,
- la rectification d'une erreur matérielle portant sur l'emprise de la zone d'activité, dans le respect du PPRI,
- de compléter la liste des bâtiments agricoles pouvant être autorisés à changer de destination, afin de favoriser la pérennité du bâti,
- la modification de la rédaction des règles relatives à l'aspect des constructions, dans toutes les zones, afin de lever une ambiguïté et de faciliter une application homogène du règlement,
- la modification d'un emplacement réservé suite à l'évolution du projet concerné,
- la modification mineure de l'OAP du Chaney, afin de faciliter la mise en œuvre d'un projet de qualité.

Article 3 : Le dossier de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9, avant l'enquête publique, et soumis pour l'avis au cas par cas de l'autorité environnementale.

Une évaluation environnementale n'est pas obligatoire et qu'une auto-évaluation sera réalisée avant, le cas échéant, saisine de l'autorité environnementale ;

La modification fera l'objet d'une mise à disposition du public, dont les modalités seront définies par délibération du Conseil municipal.

Article 4 : A l'issue de la mise à disposition prévue ci-dessus, le maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et adoptera le projet de modification éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée ;

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22.

Il sera affiché en mairie de Cruet pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

Le Maire,

Jean-Michel BLONDET

